

Crise financière en Europe : en finir avec le rafistolage

mardi 30 novembre 2010, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 30 novembre 2010).

Encore un mauvais dimanche pour les Ministres des finances européens. Ballotés au gré des humeurs des marchés financiers, ils ont bricolé le 28 novembre avec le FMI un nouveau plan de sauvetage des banques, rebaptisé « plan d'aide à l'Irlande ».

Le plan de 85 milliards d'euros mis en place par l'Union européenne et le FMI vise officiellement à sauver de la faillite les banques irlandaises. Il s'agit en fait d'un nouveau geste désespéré pour repousser le moment de vérité.

A la différence toutefois des épisodes précédents, il ne se trouve plus guère « d'experts » pour proclamer que cette fois-ci la crise est jugulée. Son aggravation est au contraire inéluctable, tant que les marchés financiers n'auront pas été désarmés.

La logique du plan annoncé est transparente : les créanciers des banques irlandaises - banques et fonds d'investissements européens et internationaux - ne veulent pas perdre un centime d'euro. Les autorités irlandaises nationalisent leurs banques pour pouvoir rembourser toutes les dettes et rassurer les milieux financiers. Dans l'espoir affiché de reprivatiser ultérieurement, quand l'orage sera passé.

Pour financer cette assurance tous-risques offerte aux banques internationales, l'Irlande après la Grèce impose à sa population des sacrifices considérables. Le Portugal est lui aussi sur la sellette. Les spéculateurs - à commencer par les grandes banques européennes elles-mêmes - ont déjà en ligne de mire la cible suivante : l'Espagne, ruinée comme l'Irlande par le krach immobilier.

Les rafistoleurs du dimanche vont bientôt être à court d'outils. Il leur faudra tôt ou tard se rendre à l'évidence : les dettes des États, provoquées par la récession et le sauvetage des banques, ne pourront pas être remboursées. Les résistances sociales qui montent en Europe ne permettront pas à l'industrie financière de faire payer toute la note par les populations. L'Allemagne a obtenu de ses partenaires que les créanciers pourraient être mis à contribution lors d'une prochaine crise, à partir de 2013, au cas par cas... et si 85% d'entre eux sont d'accord. Pour enrayer l'effondrement en cours de la zone euro, il faudra aller bien au delà de ces bricolages :

- taxation et régulation stricte des transactions financières, à commencer par les transactions sur l'euro ; interdiction de la spéculation sur les dettes publiques ; fermeture des marchés de gré à gré
- mise en faillite des banques trop endettées, sans indemnisation des créanciers et actionnaires qui ont accumulé les profits en jouant avec le feu ;
- nationalisation des banques renflouées par les fonds publics ; ces banques devront rapidement être socialisées, c'est-à-dire placées sous le contrôle démocratique des salariés, des citoyens et des pouvoirs publics.
- interdiction aux banques de dépôts, qui gèrent l'épargne des particuliers, de prendre des positions spéculatives et d'avoir des filiales dans les paradis fiscaux

- restructuration de la dette, voire défaut partiel pour les États étranglés par la charge de la dette publique : la dette creusée par les cadeaux fiscaux aux riches, la crise financière et le renflouement des banques, est une dette illégitime.

- en complément, monétisation partielle de la dette publique, la BCE achetant directement aux États leurs obligations.

En l'absence de mesures de rupture avec la dictature de la finance, la zone euro et l'Union toute entière s'enfonceront dans un chaos annoncé, source de séismes politiques imprévisibles.

Attac France,

Paris, le 30 novembre 2010

P.-S.

* <http://www.france.attac.org/spip.php?article11955>